



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association des usagers de la cantine de l'IGN (AUC - IGN)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association des usagers de la cantine de l'IGN (AUC - IGN)
73 Avenue de Paris - 94165 SAINT MANDE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association des usagers de la cantine de l'IGN (AUC - IGN)

73 Avenue de Paris - 94165 SAINT MANDE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association des usagers de la cantine de l'IGN (AUC - IGN),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des usagers de la cantine de l'IGN (AUC - IGN) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note Règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 mars 2026

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2026.03.30
10:12:18 +02'00'

Erik Boulois

Associé



ASSOCIATION des USAGERS de la CANTINE de l'IGN

73, Avenue de Paris

94165 Saint-Mandé

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACONTIAS

29 RUE DE BILLANCOURT

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

0146202080

www.acontias.fr

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	29 762	29 762				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	861 999	784 979	77 020	77 192	172	0.22
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	569		569	569		
	Total II	892 330	814 741	77 589	77 761	172	0.22
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	21 583		21 583	11 115	10 468	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 916	2 503	5 412	6 861	1 448	21.11
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	10 400	6 079	4 321	50 513	46 192	91.44
	Charges constatées d'avance (2)	9 800		9 800	6 392	3 408	53.31
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	471 400		471 400	56 024	415 376	741.43
	Total III	521 099	8 582	512 517	130 905	381 612	291.52
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 413 429	823 323	590 106	208 666	381 439	182.80

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles	15 245		15 245			
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	46 855		4 201		51 057	NS
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		16 580		51 057		67 637	132.47
Situation nette (sous total)		15 030		31 610		16 580	52.45
	Fonds propres consommptibles						
	Subventions d'investissement	329 892				329 892	
	Provisions réglementées						
	Total I	314 862		31 610		346 472	NS
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
Total II							
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
Total III							
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	19 319		26 388		7 069	26.79
Total IV		19 319		26 388		7 069	26.79
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			152		152	100.00
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	78 892		85 080		6 188	7.27
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	143 863		98 758		45 105	45.67
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	33 170		29 898		3 272	10.94
	Produits constatés d'avance						
Total V		255 925		213 889		42 036	19.65
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		590 106		208 666		381 439	182.80

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)255 925213 889

(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens	4	905	5	533	628	11.35
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	673	068	767	745	94	677
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	783	787	619	161	164	626
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	26	388	23	238	3	150
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		68	1	325	1	257
					94	88
Total I	1	488 216	1	417 002	71	214
					5	03
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	23	849	22	601	1	248
Variation de stock	3	504	3	181	6	685
Autres achats et charges externes	691	920	714	974	23	054
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	39	900	34	350	5	550
Salaires et traitements	486	806	463	058	23	748
Cotisations sociales	195	313	178	091	17	223
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19	261	21	447	2	186
Dotations aux provisions	19	319	32	467	13	148
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		27		87	60	69.01
Total II	1	472 891	1	470 256	2	635
					0	18
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	15	325	53	254	68	579
					128	78

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		1 256		1 948	692	35.55
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III		1 256		1 948	692	35.55
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		1 256		1 948	692	35.55
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		16 580		51 306	67 886	132.32
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				625	625	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				375	375	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				250	250	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		1 489 471		1 419 575	69 896	4.92
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 472 891		1 470 631	2 260	0.15
5. EXCEDENT OU DEFICIT		16 580		51 057	67 637	132.47

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 590 105.52 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 488 215.80 Euros et dégageant un excédent de 16 580.35 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL

L'association a pour but d'assurer la gestion de la cantine de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et des établissements publics installés sur le pôle Géosciences de Saint-Mandé.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

L'association réalise de la prestation de restauration administrative au bénéfice des personnels des administrations associées installées sur le pôle Géosciences de Saint-Mandé.

Elle assure la gestion du restaurant administratif situé sur le pôle. Elle s'engage à préparer et à vendre, tous les jours ouvrés de l'une des administrations, à leurs agents le déjeuner suivant la formule dite du "libre service" (services par plats individuels) sous forme d'un plateau consommé en salle ou d'un panier repas à emporter suivant la même formule à consommer en dehors des locaux alloués à l'AUC.

Le service est assuré de 11h30 à 13h45 en continu.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en oeuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites sont les suivants :

- Investissements : l'association est dotée d'équipements et matériels techniques mis à sa disposition et /ou acquis moyennant le cas échéant une subvention d'investissements;
- Ressources financières : l'association peut compter sur les prix des repas, la subvention interministérielle versée pour chaque rationnaire, la vente de boissons autorisées au Bar et des vivres à emporter, la subvention particulière aux établissements publics installés sur le Pôle Géosciences de Saint-Mandé admis à utiliser les services de l'AUC-IGN, dite contrainte de fonctionnement.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés suivant le Plan Comptable Général selon le règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par le règlement N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 publié au Journal officiel du 30 décembre 2023, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les comptes annuels de l'exercice ont également été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2018-06 de l'Autorité des normes comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel que modifié, notamment par le règlement N° 2023-03, pris en cohérence avec les évolutions issues du règlement N° 2022-06 précité.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

A compter du 1er janvier 2025, l'AUC établit ses comptes annuels suivant le nouveau plan comptable général selon le règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par le règlement N°2022-06 du 04 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 publié au journal officiel du 30 décembre 2023.

Ce changement réglementaire constitue un changement de méthodes comptables au sens des dispositions en vigueur.

Toutefois l'application de ce nouveau règlement, qui porte notamment sur la redéfinition du résultat exceptionnel, la suppression des comptes de transferts de charges ainsi que sur des ajustements de présentation et de terminologie, n'a pas d'incidence significative sur les comptes annuels de l'association et n'affecte pas la comparabilité avec l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Concernant l'application des dispositions du règlement N° 2018-06 de l'Autorité des normes comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel que modifié, notamment par le règlement N° 2023-03, pris en cohérence avec les évolutions issues du règlement N° 2022-06 précité, les méthodes retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

TVA

L'instruction fiscale du 21 mars 2001, avec un décret d'application au 1er juillet 2001, prévoit que les cantines d'entreprises fournissant des repas au personnel sont désormais soumises de plein droit à la TVA.

L'AUC IGN a appliqué cette mesure à compter du 1er septembre 2001.

Les bases d'imposition suivantes ont été retenues :

- le prix des repas payés par les usagers, soumis au taux réduit d'imposition
- les subventions des repas directement liées aux prix des repas, soumises au taux réduit d'imposition
- la subvention de fonctionnement versée par l'IGN, ne constituant pas un complément au prix des repas n'entre pas dans la base d'imposition à la TVA.
- les ventes jusqu'alors soumises à la TVA au taux normal restent soumises à ce taux dès lors que les prestations rendues ne sont pas justifiées par les conditions de travail du personnel (horaires décalés, travail posté, astreintes particulières); les prestations visées sont les ventes bars et les réunions amicales.

L'interprétation et l'analyse de l'instruction fiscale du 20 mars 2001 permettent, compte tenu des travaux de l'avocat fiscaliste et de la tolérance opérée par l'administration fiscale, sans risques liés, le non assujettissement de la subvention de fonctionnement versée par l'IGN et l'assujettissement au taux réduit des prix et des compléments de prix payés sur les repas.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 762		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	339 472		18 763
Installations générales agencements aménagements divers	50 985		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	469 890		2 480
TOTAL	860 346		21 243
Prêts, autres immobilisations financières	569		
TOTAL	569		
TOTAL GENERAL	890 677		21 243

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			29 762	29 762
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		19 590	338 645	338 645
Installations générales agencements aménagements divers			50 985	50 985
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			472 370	472 370
TOTAL		19 590	861 999	861 999
Prêts, autres immobilisations financières			569	569
TOTAL			569	569
TOTAL GENERAL		19 590	892 330	892 330

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	29 762			29 762
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		284 584	11 028	17 436	278 176
Installations générales agencements aménagements divers		37 608	8 915	4 452	42 071
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		460 962	6 319	2 549	464 732
TOTAL		783 154	26 262	24 437	784 979
TOTAL GENERAL		812 916	26 262	24 437	814 741
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	11 028				
Instal.générales agenc.aménag.divers	8 915				
Matériel de bureau informatique mobilier	6 319				
TOTAL	26 262				
TOTAL GENERAL	26 262				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	15 245				15 245
Report à nouveau	4 201	51 057-			46 855-
Excédent ou déficit de l'exercice	51 057-	51 057	16 580		16 580
Situation nette	31 610-		16 580		15 030-
Subventions d'investissement			337 427	7 535	329 892
TOTAL I	31 610-		354 007	7 535	314 862

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	26 388		26 388		
Autres provisions pour risques et charges		19 319			19 319
TOTAL	26 388	19 319	26 388		19 319

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	2 503				2 503
Autres provisions pour dépréciation	6 079				6 079
TOTAL	8 582				8 582
TOTAL GENERAL	34 970	19 319	26 388		27 901
Dont dotations et reprises d'exploitation		19 319	26 388		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	5 6 9	5 6 9	
Autres créances clients	7 9 1 6	7 9 1 6	
Taxe sur la valeur ajoutée	3 4 2 3	3 4 2 3	
Divers état et autres collectivités publiques	3 5 5 6	3 5 5 6	
Débiteurs divers	3 4 2 1	3 4 2 1	
Charges constatées d'avance	9 8 0 0	9 8 0 0	
TOTAL	2 8 6 8 5	2 8 6 8 5	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	7 8 8 9 2	7 8 8 9 2		
Personnel et comptes rattachés	3 4 2 2 3	3 4 2 2 3		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 5 7 9 0	5 5 7 9 0		
Taxe sur la valeur ajoutée	8 7 8 0	8 7 8 0		
Autres impôts taxes et assimilés	4 5 0 6 9	4 5 0 6 9		
Autres dettes	3 3 1 7 0	3 3 1 7 0		
TOTAL	2 5 5 9 2 5	2 5 5 9 2 5		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	1 à 3 ans
Matériels techniques	Linéaire	2 à 6 ans
Agencs installations générale	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels de bureau	Linéaire	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	5 329
Total	5 329

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 721
Dettes fiscales et sociales	40 128
Total	55 849

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	9 800
Total	9 800

Subventions d'équipement

L'AUC a perçu un montant de 337 427 euros au titres de subventions d'investissements.
Elles concernent toutes des matériels techniques.

La quote-part de ces subventions virée au compte de résultat, en lien avec les amortissements pratiqués sur les biens qu'elles financent s'élève à 7 535 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Employés	13
Total	15

Valorisation des contributions volontaires

Dans le cadre de la convention pluriannuelle 2025-209, l'IGN met à disposition de l'association les éléments ci-dessous :

- Des locaux dans ses bâtiments (bâtiment de restauration et locaux administratifs) dont la valeur locative peut être estimée à 512 972 € (hypothèses retenues : 1 644.16 m² occupés par l'AUC au prix moyen mensuel de location à Saint Mandé 23€ à 29€).

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 16 246 euros, facturés au titre du contrôle légal des comptes.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	7 675
55 à 59 ans	6 à 10 ans	4 722
45 à 54 ans	11 à 20 ans	6 610
35 à 44 ans	21 à 30 ans	312
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		19 319

Hypothèses de calculs retenues

Cette évaluation tient compte de :

- " la rotation du personnel selon l'âge atteint par ce dernier (hypothèse retenue : taux du turn-over est de 0% si le salarié a plus de 50 ans et de 5% si le salarié a moins de 50 ans),
- " l'espérance de vie,
- " la revalorisation des rémunérations (hypothèse retenue : 1,0 %),
- " l'actualisation de l'indemnité à payer (hypothèse retenue : 3.59 %),
- " le taux de charges sociales (hypothèse retenue : 38 %).